



**PRÉFET
DE LA
MARTINIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de l'environnement
de l'aménagement
et du logement**

Fort-de-France, le

01 OCT. 2025

Le préfet

à

Monsieur le Maire de la ville du Marin

Objet : Consultation publique relative consultation du public préalable à l'autorisation environnementale relative au projet d'implantation d'une zone de mouillages (ZMO) et d'équipements légers (ZMEL) en baie du Marin et en baie de Sainte-Anne.

Références : Arrêté préfectoral N°R02-2025-10-01-00005 du 1^{er} octobre 2025

Pièces jointes : 1

Vous avez transmis à mes services, une demande d'autorisation environnementale au titre des articles L.181-1 et suivants du code de l'environnement incluant une évaluation environnementale. Cette demande concerne l'implantation d'une zone de mouillage (ZMO) et d'équipements légers (ZMEL) en baie du Marin et en baie de Sainte-Anne.

Le dossier a été instruit par mes services au titre de la loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à « **l'industrie verte** », et de son décret d'application n° 2024-742 du 06 juillet 2024.

Le projet soumis à une consultation publique « **dite parallélisée** » se déroulera du 24 octobre 2025 au 24 janvier 2026 inclus, à la mairie du Marin, siège de la consultation publique et à la mairie de Sainte-Anne.

Le tribunal administratif a désigné M. Michel-Léon AMATA, en qualité de commissaire enquêteur titulaire pour procéder à la consultation publique par décision n° E25000010/97 du 09 septembre 2025 ainsi que M. René GALY, en qualité de commissaire enquêteur suppléant. Les frais et les indemnités du commissaire enquêteur seront à la charge de la mairie du Marin.

Vous trouverez ci-joint l'arrêté préfectoral N°R02-2025-10-01-00005 du 1^{er} octobre 2025 prescrivant l'ouverture de la consultation publique. Celle-ci se déroulera du 24 octobre 2025 au 24 janvier 2026 inclus à la mairie du Marin, siège de la consultation publique, et à la mairie de Sainte-Anne. La consultation publique est organisée comme suit :

1. Une réunion publique d'ouverture de la consultation est prévue le mardi 04 novembre 2025 à 18h00 à la mairie du Marin.
2. Une réunion publique de clôture de la consultation est également prévue le mardi 20 janvier 2026 à 18h00 à la mairie du Marin.
3. Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations et ses propositions pendant ses permanences en mairies du Marin et de Sainte-Anne aux jours et heures ci-après :
 - jeudi 13 novembre 2025 de 8h00 à 12h00 à la mairie du Marin,
 - jeudi 11 décembre 2025 de 8h00 à 12h00 à la mairie de Sainte-Anne,
 - jeudi 15 janvier 2026 de 8h00 à 12h00 à la mairie du Marin.

Vous trouverez également joints au présent courrier :

- une copie de l'avis d'ouverture de la consultation publique,
- une copie du courrier adressé à M. le maire de la ville de Sainte-Anne,
- une copie des demandes d'insertion dans les journaux locaux (France-Antilles et Le Légis),
- un exemplaire du dossier d'enquête publique qui sera mis à la disposition du public.

Conformément aux dispositions du code de l'environnement, il vous appartient :

- d'afficher l'avis d'ouverture de la consultation publique (les affiches – format A3) jointes en 4 ex.) ainsi que l'arrêté préfectoral à la mairie, aux lieux et places habituels réservés à l'affichage, **au plus tard le 10 octobre 2025** et ce, pendant toute la durée de la consultation publique. Vous devrez retourner dans les meilleurs délais, le certificat d'affichage attestant de l'accomplissement de cette formalité.
- de mettre le dossier à la disposition du public.

En outre, je vous rappelle que, conformément aux dispositions du code de l'Environnement – Article R-181-38, il vous appartient de consulter le conseil municipal sur ce dossier, au plus tard dans les quinze jours suivant la clôture de l'enquête publique et transmettre la délibération, à la DEAL – Mission d'Appui au Pilotage – Pôle Stratégie, Droit, Performance – Unité Juridique (enquêtes publiques) par voie postale ou par voie électronique à l'adresse e-mail « enquetes-publiques.deal972@developpement-durable.gouv.fr ».

Bien sincèrement,
 Pour le préfet de la Martinique
 et par délégation
 La Directrice de l'environnement
 de l'Aménagement et du Logement

Stéphanie MATHEY